

**Point de presse de la porte-parole -  
G20/Participation de M. Jean-Yves  
Le Drian au sommet de Hambourg -  
Tourisme/Déplacement de M.  
Jean-Yves Le Drian à Giverny -  
Mongolie/Abolition de la peine de  
mort - Ukraine/Vol MH 17 -  
Ukraine - Syrie - Situation dans le  
Golfe - République centrafricaine -  
Agenda du ministre, de la ministre  
chargée des affaires européennes et  
du secrétaire d'État du 10 au 16  
juillet 2017/Principaux éléments  
publics**

(Paris, 07 juillet 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

**1 - G20 - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au sommet de Hambourg (7-8 juillet 2017)**

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, accompagne le président de la République au sommet du G20 qui se tient les 7 et 8 juillet à Hambourg.

Les principales priorités de ce sommet pour la France sont d'obtenir du G20 l'entière mise en oeuvre de l'accord de Paris sur le climat, un engagement en faveur d'une ouverture commerciale régie par des règles, un renforcement de la lutte contre le terrorisme et la réaffirmation du soutien au multilatéralisme. La France défend également la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable, avec une priorité donnée aux enjeux de santé et d'éducation.

En marge de ce sommet, M. Jean-Yves Le Drian a plusieurs entretiens bilatéraux afin d'évoquer avec ses homologues les principaux sujets de politique étrangère, notamment la réponse de la communauté internationale aux provocations de la Corée du Nord, la situation à l'Est de l'Ukraine, la crise en Syrie, la stabilisation de la Libye et la sécurité au Sahel. Il participe également aux rencontres bilatérales du président de la République avec les principaux dirigeants du G20.

**2 - Tourisme - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian à Giverny (10 juillet 2017)**

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, effectuera le 10 juillet à Giverny un déplacement consacré à la promotion de la France comme destination touristique, notamment pour ce qui est du tourisme culturel, à l'occasion d'une rencontre avec les acteurs du contrat de destination «Paris-Normandie Impressionnisme».

Le dispositif des contrats de destination, créé par l'État, vise à mobiliser les acteurs de terrain pour renforcer la structuration d'offres touristiques à forte valeur. 22 contrats de destination en France métropolitaine et outre-mer ont été signés depuis 2014.

Ce déplacement sera l'occasion pour M. Jean-Yves Le Drian d'indiquer ses axes de travail dans le domaine du soutien à la filière du tourisme et de faire le point sur les chiffres de la fréquentation touristique du premier trimestre 2017.

La France compte 44.666 monuments historiques classés ou inscrits. En 2015, la consommation touristique en France s'est élevée à 158,6 milliards d'euros. Sur ces 158,6 milliards d'euros, la part liée à la culture, c'est-à-dire l'entrée dans les musées, la participation aux spectacles et autres activités culturelles, représente environ 2,4 milliards d'euros.

### 3 - Mongolie - Abolition de la peine de mort (1er juillet 2017)

La France salue l'abolition définitive de la peine de mort en Mongolie. Cette abolition clôt un processus entamé en 2010 avec la mise en place d'un moratoire qui a abouti à l'adoption en 2015 d'un nouveau code pénal, entré en vigueur au 1er juillet 2017, supprimant toute référence à la peine de mort.

La Mongolie est ainsi le 106ème État ayant aboli la peine de mort.

La France est engagée de façon déterminée et constante pour l'abolition universelle de ce châtiment injuste, inhumain et inefficace. Elle appelle tous les États appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

### 4 - Ukraine - Vol MH 17

La France a pris connaissance de la décision de l'équipe d'enquête conjointe (Australie, Belgique, Malaisie, Pays-Bas et Ukraine) de confier à la juridiction néerlandaise les poursuites liées à la destruction de l'appareil effectuant le vol MH17 en juillet 2014.

Nous réitérons notre soutien aux efforts des pays concernés pour qu'une enquête indépendante et impartiale puisse se dérouler et que les coupables soient poursuivis, conformément à la résolution 2166 du conseil de sécurité des Nations unies. La France exprime sa pleine confiance aux autorités des Pays-Bas pour mettre en oeuvre les procédures nationales et internationales appropriées à cette fin.

Trois ans après ce drame, la France assure toutes les familles des victimes de sa profonde solidarité et reste plus que jamais attachée à ce que toute la lumière soit faite.

## 5 - Ukraine

Q - M. Viktor Ianoukovitch a informé la presse qu'il veut intervenir auprès des instances compétentes pour poser la question de la responsabilité des garants de son accord avec l'opposition signé en février 2014 en présence des représentants de la Pologne de l'Allemagne et de la France. Quelle est votre réaction ?

R - La priorité de la France, comme M. Jean-Yves Le Drian l'a redit hier lors de la rencontre avec son homologue russe, reste d'oeuvrer dans le cadre du format Normandie, aux côtés de l'Allemagne, afin de permettre aux parties de progresser dans la mise en oeuvre des accords de Minsk.

## 6 - Syrie

Q - Le ministre a déclaré hier que Paris et Moscou souhaitaient travailler ensemble sur la question des armes chimiques en Syrie. Comment une collaboration est-elle possible alors que les points de vue divergent totalement sur la réalité des attaques à l'arme chimique, Moscou rejetant notamment les conclusions du dernier rapport de l'OIAC ?

R - La Russie reconnaît comme nous l'emploi de gaz sarin lors de l'attaque du 4 avril 2017, et le recours au gaz moutarde lors de l'attaque du 16 septembre 2016. Ces deux attaques récentes ont fait l'objet d'enquêtes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de rapports techniques précis.

C'est sur cette base que nous souhaitons travailler avec la Russie, dans le cadre des enceintes internationales appropriées, en particulier à l'OIAC. Nous avons, la Russie, comme la France, le même intérêt à protéger le régime de non-prolifération chimique.

## 7 - Situation dans le Golfe

Q - Craignez-vous que le conflit dans le Golfe s'enlise et vous inquiétez-vous d'un impact sur vos intérêts économiques dans la région ?

R - Comme nous l'avons rappelé, notre priorité va à l'apaisement rapide des tensions. Nous réitérons à ce titre notre soutien à la médiation koweïtienne et souhaitons que les parties puissent retrouver le chemin du dialogue et trouver une réponse pérenne à leurs différends. Il en va de la stabilité de la région et de l'efficacité de notre lutte collective contre le terrorisme.

Les exportations de la France vers les six pays du conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) représentent 10,4 milliards d'euros en 2016 et un solde commercial positif de 4,8 milliards d'euros. Ces pays sont des investisseurs majeurs en France. Les tensions actuelles dans le Golfe sont pour l'instant sans effet sur ces échanges, mais cette crise n'est dans l'intérêt politique et économique de personne. La France, compte tenu des enjeux touristiques et aéronautiques très importants avec ces pays, reste très attentive, en particulier à l'évolution de la situation de leurs compagnies aériennes.

## 8 - République centrafricaine

Q - La situation en Centrafrique ne cesse de se dégrader avec une MINUSCA en difficulté et un gouvernement qui peine à asseoir son autorité. Que propose la France pour essayer de débloquer cette situation ?

R - Comme nous avons eu l'occasion de l'indiquer à plusieurs reprises ces dernières semaines, la France suit avec attention la situation en République centrafricaine, en étroite concertation avec ses partenaires africains, européens et internationaux.

La France réitère son soutien au président Touadéra et aux autorités centrafricaines et appelle l'ensemble des partenaires de la RCA à rester engagés à leurs côtés. Nous encourageons l'ensemble des acteurs centrafricains à agir dans un esprit d'unité et de réconciliation nationale.

La France condamne fermement les violences perpétrées par les groupes armés et appelle à un cessez-le feu immédiat et à la mise en oeuvre rapide du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement.

La France salue l'action de la MINUSCA, qui paie un lourd tribut pour la protection des populations civiles en République centrafricaine. Elle encourage la mission à poursuivre la mise en oeuvre robuste de son mandat. La France soutient le renforcement des moyens de la MINUSCA et vient à cet effet de déployer une unité de 7 drones au sein de la mission.

En étroite coordination avec les autres bailleurs, la France participe également, à titre bilatéral et européen, à l'aide au développement, en appuyant le renforcement des capacités de l'administration centrafricaine et la fourniture de services aux populations, notamment en matière d'éducation et de santé.

Nous soutenons également le processus de montée en puissance de l'armée centrafricaine, avec l'apport de la mission européenne de formation EUTM, à laquelle nous contribuons activement.

La France appuie par ailleurs les demandes de la RCA en matière de lutte contre l'impunité et soutient notamment la mise en place de la cour pénale spéciale en RCA par la mise à disposition d'un magistrat français et une contribution à la formation des magistrats.

9 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État  
du 10 au 16 juillet 2017 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 10 juillet

8h30 - Entretien avec Mme Florence Parly, ministre des armées, Quai d'Orsay

14h - Déplacement à Giverny (promotion de la France comme destination touristique)

Mardi 11 juillet

9h - Entretien avec le président de la République, Élysée

16h30 - Audition par la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale

Mercredi 12 juillet

9h - Conseil restreint de défense, Élysée

10h - Conseil des ministres, Élysée

16h30 - Sommet des Balkans occidentaux, Trieste

Jeudi 13 juillet

10h - Conseil des ministres franco-allemands, Élysée

16h30 - Entretien avec M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, Quai d'Orsay

19h - Entretien avec M. Philippe Varin, président du conseil d'administration d'AREVA, Quai d'Orsay

Vendredi 14 juillet

10h - Fête nationale, Paris

Mme Nathalie LOISEAU

Mardi 11 juillet

Déplacement à Berlin

Mercredi 12 juillet

8h15 - Entretien avec M. Klaus Welle, secrétaire général du parlement européen, Quai d'Orsay

10h - Conseil des ministres, Élysée

13h15 - Entretien avec les membres du bureau de la commission des affaires européennes à l'Assemblée nationale, Quai d'Orsay

14h - Entretien avec M. Weber, président du groupe du parti populaire européen au parlement européen, Quai d'Orsay

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Entretien avec M. Tomislav Donchev, vice-premier ministre de la République de Bulgarie, Quai d'Orsay

Jeudi 13 juillet

Conseil des ministres franco-allemand, Paris

Vendredi 14 juillet

10h - Fête nationale, Paris

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

<span style="text-decoration: underline;">Lundi 10 juillet</span>

10h - Entretien avec Mme Cécilia Malmström, commissaire européenne au commerce,  
Convention

<span style="text-decoration: underline;">Mardi 11 juillet</span>

16h45 - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

<span style="text-decoration: underline;">Mercredi 12 juillet</span>

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Assemblée nationale

<span style="text-decoration: underline;">Vendredi 14 juillet</span>

10h - Fête nationale, Paris./.